

Bulletin scientifique

Sciences sociales et handicap

n° 21 – Juil-Août 2014

Le Bulletin scientifique *Sciences sociales et handicap* diffuse tous les deux mois l'actualité scientifique dans le secteur du handicap. Il est destiné à valoriser et à promouvoir les travaux et les publications scientifiques dans le domaine des sciences humaines et sociales. C'est un outil de communication et d'échanges au sein et en dehors de la MSSH.

Pour vous abonner et recevoir gratuitement ce bulletin scientifique, contactez le Service Documentation de la MSSH, mssh.bulletin@ehesp.fr

Au sommaire

ACTUALITES SCIENTIFIQUES	2
« Les services d'accompagnement du handicap psychique, entre autonomie de la personne et stabilité de la maladie ». Gaëlle Giordano, Samuel Neuberg, Florence Weber, 2014	2
« Enseignant-chercheur de l'EHESP (H/F) » : Appel à candidatures	5
« Sciences humaines et sociales, épidémiologie, santé publique et cancer » : Contrats doctoraux INca	7
« Jeunes chercheurs » : Appel à candidatures : Prix et bourses doctorales 2014 CNAF	9
« Bourses doctorales 2014 » : Appel à candidatures Fondation Médéric Alzheimer	10
« Vie sociale et citoyenneté des personnes handicapées » : Appels à projets 2014 Fondation de France	11
« Vieillesse(s) : entre sciences et politiques » : Appel à communications : Colloque international et pluridisciplinaire	12
EVENEMENTS SCIENTIFIQUES	15
« Technologies appliquées au handicap : de la compensation à la participation » : Journée Scientifique IFRH15	17
« Prévention du handicap au travail » : 3 ^{ème} Conférence WDPI	17
« A home for all - housing and services for people with support needs » : International Conference	18
FOCUS SUR	20
Documents acquis par la bibliothèque de la MSSH en mai et juin 2014	20

Les services d'accompagnement du handicap psychique, entre autonomie de la personne et stabilité de la maladie

Gaëlle Giordano, Samuel Neuberg, Florence Weber

Ce texte constitue la suite de l'article « Le handicap psychique : de la notion à la catégorie », paru dans le Bulletin scientifique de mai-juin 2014, dans lequel nous avons analysé la diffusion de la notion de handicap psychique dans l'action publique, et précisé dans les pratiques et modèles des services d'accompagnement médico-social dédiés au handicap psychique.

Nous aborderons ici, à partir d'une enquête au sein de deux services d'accompagnement à la vie sociale (SAVS) et de deux services d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés (SAMSAH), franciliens et relevant du même employeur, la façon dont les services d'accompagnement parviennent à composer avec deux finalités en partie contradictoires : une logique d'autonomisation des personnes, du point de vue de leur handicap et une logique de stabilisation de leur maladie. Puis nous analyserons la place de ces services d'accompagnement dans les trajectoires longues des personnes pour chercher à en évaluer le coût, en établissant un ensemble de comparaisons pertinentes.

Quand les professionnels appliquent le répertoire du handicap aux patients de la psychiatrie

Nous avons vu que le transfert de patients issus de la psychiatrie dans les dispositifs du handicap, plus que de constituer un nouveau public cible dont la prise en charge relèverait de techniques spécifiques, avait enrichi le répertoire des professionnels d'un nouveau registre, celui d'une lecture « en situation » des difficultés des personnes. Cette lecture « en situation » implique une évaluation permanente de l'« autonomie » des personnes, notion centrale au sein des services d'accompagnement. Ceux-ci sont traversés par le paradigme du projet, qui tend à structurer aujourd'hui l'ensemble de l'action publique : bien que les difficultés des personnes soient considérées la plupart du temps comme chroniques, les services se conçoivent comme des étapes individualisées dans le cadre de projets de vie, que les usagers doivent s'approprier, et non plus comme des dispositifs compensatoires, stables et définitifs, d'un certain type de déficience. Cette logique d'autonomisation pèse fortement sur les SAVS et les SAMSAH, par la pression exercée par leurs tutelles pour le maintien d'un volant de places disponibles impliquant des mesures de durée limitée. Dans le cas particulier du handicap psychique, cette injonction vient se heurter à une autre logique, importée de la psychiatrie : celle de la stabilisation de la maladie.

La notion d'autonomie est d'abord mobilisée par les professionnels comme une des conditions de la prise en charge. Redéfini comme élément d'un projet, l'accompagnement n'est plus seulement justifié par une évaluation supposée objective des besoins des personnes, mais aussi par leur motivation et leur capacité à tirer parti de l'accompagnement. Cette attente requiert des formes de socialisation spécifiques : les personnes reçues doivent être capables d'offrir une présentation de soi qui corresponde aux attentes des services, centrée sur leurs difficultés individuelles, ainsi que sur la façon dont les services pourraient les accompagner. Le secteur étant fortement structuré par une logique de filières, le risque est que ces discours reflètent surtout le fait, pour les personnes, d'avoir été préparées ou non à la demande d'accompagnement, soit au cours de leur trajectoire de prise en charge, soit par leur propre socialisation familiale.

Cette conception de l'autonomie implique que la personne ait une démarche d'adhésion volontaire au projet du service. Pourtant, l'interpénétration des secteurs de la psychiatrie et du handicap entraîne, pour les dispositifs du handicap, la possibilité d'une logique antinomique « d'adhésion sous contrainte ». Dans certains cas, les services d'accompagnement sont tenus de se déployer dans un dispositif global de contrainte, en devenant une composante de projets qui soumettent le maintien des personnes hors de l'hôpital à la fréquentation de leurs services.

[Retour au sommaire](#)

L'autonomisation des personnes comme objectif des dispositifs du handicap se mêle, dans les services d'accompagnement, à un impératif de stabilisation de la maladie importé de la psychiatrie. Les techniques éducatives visant à accroître l'autonomie des personnes côtoient des techniques de « ritualisation » dont l'objectif est de stabiliser la maladie et son expression. Ces deux logiques ne sont pas faciles à concilier, l'une acceptant une forme de dépendance et l'autre visant à s'en dégager. Cette ambivalence est structurante dans la redéfinition perpétuelle de leur mission par les professionnels des services. Elle vient questionner l'objectif final des prises en charge : l'accompagnement peut-il viser à disparaître, dans un contexte de troubles considérés chroniques, et de dépendance des personnes aux outils de ritualisation ?

Vers une reconstitution des trajectoires individuelles

Nos enquêtes s'inscrivent dans une recherche plus large (dite TRAPSY) qui vise à mieux connaître les trajectoires des personnes entre les dispositifs du soin psychiatrique et ceux du handicap. Elles ont permis dans un premier temps de relier l'inscription des personnes dans les services d'accompagnement à leurs trajectoires passées de prise en charge, grâce à une exploration à la fois quantitative et qualitative des parcours individuels.

Il apparaît d'une part que la notion de décloisonnement des prises en charge psychiatriques et médico-sociales, souvent mobilisée pour justifier la création des services d'accompagnement conçus comme coordonnateurs des parcours, est à relativiser. Dans la plupart des cas, les services d'accompagnement ne viennent pas relier des secteurs jusque-là indépendants, ils viennent faire exister un pan de la prise en charge qui n'avait pas de précédent institutionnel, la prise en charge sociale au domicile ; et en tant que nouveaux acteurs, ils sont amenés à travailler étroitement avec ceux de la psychiatrie. Ils représentent donc une réponse à la crise d'une configuration précédente, où une prise en charge familiale alternait avec des séjours intra-hospitaliers.

L'étude des trajectoires individuelles montre qu'une approche des coûts liés aux différents dispositifs d'intervention est complexe sur un plan scientifique. Les cas de personnes vivant durablement à l'hôpital avant la mise en place de l'accompagnement médico-social sont rares, un phénomène de déshospitalisation ayant précédé la création de ces services. Il convient donc, là aussi, de relativiser l'importance d'une configuration dans laquelle les services d'accompagnement permettraient d'éviter des maintiens inadéquats en hospitalisation.

Une comparaison budgétaire stricte des prises en charge par les centres médico-psychologiques (CMP) et par les services d'accompagnement serait réductrice : le suivi psychiatrique préexiste à l'accompagnement médico-social et il se poursuit après sa mise en place. De plus, les services d'accompagnement modifient les prises en charge en CMP d'une façon difficilement qualifiable, en raison de deux mouvements contraires : ils amènent les professionnels de la psychiatrie à diminuer leurs interventions dans certains cas, en assurant le suivi des personnes au domicile ; dans d'autres cas, ils sollicitent la psychiatrie pour des personnes considérées comme stabilisées sur un plan médical.

Une analyse de l'impact de la prise en charge en SAVS-SAMSAH sur le rôle de l'aide informelle par l'entourage permet en revanche un jugement plus tranché. L'accompagnement assume, parfois très explicitement notamment dans le cas des résidences accueil, une partie de la prise en charge dévolue aux familles dans les configurations précédentes, qu'il succède à une absence complète de prise en charge professionnelle, ou à une série d'aller-retours des personnes entre l'hôpital et leur domicile. Plus encore, l'accompagnement transforme qualitativement le rôle des familles, en assumant la part la plus ingrate de la prise en charge, ce qui permet le recentrement relatif des relations familiales sur des activités jugées agréables.

[Retour au sommaire](#)

L'enquête sera poursuivie en 2014-2015 dans d'autres services pour comprendre si nos résultats d'enquête dépendent des qualités spécifiques de ces services, de leurs relations avec la psychiatrie publique, des modalités de l'orientation médico-sociale, d'une configuration politico-administrative locale ou des caractéristiques sociales du public accueilli. Elle donnera lieu ensuite à la recherche d'indicateurs simples dans des enquêtes statistiques préexistantes, qui permettraient de généraliser nos résultats à l'échelle nationale sur une population qui reste à définir précisément : à quels patients psychiatriques s'adressent effectivement les services d'accompagnement à domicile dédiés au handicap psychique ?

Présentation des auteurs

Gaëlle Giordano

Sociologue, Ingénieure d'étude à l'École normale supérieure pour la chaire « Handicap psychique et décision pour autrui », travaille actuellement sur la notion de handicap psychique et la façon dont elle prend corps dans les politiques publiques, notamment au niveau des trajectoires des malades psychiques entre les dispositifs du soin et du handicap.

Samuel Neuberg

Secrétaire scientifique à l'École normale supérieure pour la chaire « Handicap psychique et décision pour autrui », travaille actuellement sur la relation d'accompagnement sociale et son usage dans les reconfigurations contemporaines de politiques d'insertion.

Florence Weber enseigne la sociologie et l'anthropologie sociale à l'École normale supérieure, où elle dirige le département de Sciences sociales. Elle a fait paraître le *Guide de l'enquête de terrain* (avec S. Beaud), plusieurs fois réédité. Elle a notamment publié *Charges de famille. Dépendance et parenté dans la France contemporaine* (avec S. Gojard et A. Gramain), *Handicap et dépendance. Dramas humains, enjeux politiques* (Rue d'Ulm, 2011) et *Le Salaire de la confiance : L'aide à domicile aujourd'hui*, (avec Loïc Trabut et Solène Billaud), (Rue d'Ulm, 2014).

Elle coordonne les recherches de la chaire « Handicap psychique et décision pour autrui » (EHESP-CNSA), dédiées notamment aux relations entre familles et professionnels dans le cas des troubles de l'émotion et du comportement.

Pour consulter la première partie : « Le handicap psychique : de la notion à la catégorie », parue dans le Bulletin scientifique, n° 20, pp.7-9, mai-juin 2014, cliquer [ici](#)

[Retour au sommaire](#)

Enseignant-chercheur de l'EHESP (H/F) : Appel à candidatures

Domaine : Politiques du handicap
Département des Sciences Humaines et Sociales et des Comportements de Santé

Poste basé à Paris

Date limite de candidatures : le 15 septembre 2014

L'EHESP est un établissement public scientifique culturel et professionnel, grand établissement, membre de la Conférence des grandes écoles. Depuis 2010, l'EHESP est membre du pôle de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) « Sorbonne-Paris Cité » (devenu Communauté d'Universités et Etablissements en 2013), regroupant 4 universités et 4 grands établissements.

Le département des Sciences Humaines et Sociales et des Comportements de Santé (SHSC), est un département d'enseignement et de recherche tourné vers l'analyse des politiques sociales et de santé. Il développe son activité à partir de différentes approches disciplinaires et pluridisciplinaires, le plus souvent dans une logique systémique. Il s'intéresse plus particulièrement à la construction des politiques publiques, aux dynamiques professionnelles, aux comportements des acteurs et aux processus de régulation et d'évaluation.

1) Profil de poste

Sous l'autorité du directeur du département, l'enseignant-chercheur recruté devra assurer des enseignements sur les politiques liées au handicap et à l'autonomie et développer des projets de recherche dans ces mêmes domaines. Ce poste sera basé à Paris et intégré au sein de la Maison des Sciences Sociales du Handicap (MSSH). De manière plus précise, le profil du poste se décline comme suit :

a) Enseignement

L'enseignant-chercheur recruté participera activement aux enseignements assurés par le département SHSC dans différents programmes de formation initiale (statutaire et universitaire) et de formation continue. Il interviendra plus particulièrement sur les thématiques suivantes :

- Les modèles d'analyse du handicap, dans une perspective européenne et internationale
- L'épidémiologie du handicap
- Les politiques du handicap aujourd'hui et leur mise en œuvre
- Les dispositifs et pratiques inclusives : scolarisation, emploi, vie sociale, accès aux soins etc.
- Les prestations sociales liées au handicap
- Les évolutions des représentations du handicap et les mobilisations collectives autour de la non-discrimination et du respect des droits

Cette activité l'amènera à concevoir et à coordonner des programmes de formation en fonction des référentiels de connaissances et de compétences liés aux différents parcours proposés à l'EHESP. Il pourra ponctuellement s'appuyer sur un réseau de vacataires dont il veillera à la cohérence pédagogique.

b) Recherche

En liaison avec les autres membres de l'équipe de la MSSH et en prenant part aux divers travaux actuellement menés à l'EHESP dans le champ du handicap, il développera une recherche autour des thématiques définies plus haut. Cette recherche s'effectuera notamment dans le cadre de réponses à appels à projets. Elle s'inscrira dans les grands axes de recherche de l'EHESP et du département SHSC. Le professeur recruté aura vocation à s'intégrer dans l'une des équipes du Centre de Recherche sur l'Action Politique en Europe (CRAPE, UMR 6051 CNRS).

[Retour au sommaire](#)

c) Expertise

L'EHESP étant régulièrement sollicitée pour réaliser des missions d'expertise, le professeur recruté pourra intervenir dans son champ de compétence et sur la base de ses connaissances, auprès de différentes structures chargées de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi des politiques du handicap et de l'autonomie. Il pourra être également sollicité pour des expertises scientifiques (expertises collectives INSERM, expertise OMS, par exemple).

d) Activités institutionnelles

L'enseignant-chercheur recruté participera aux activités institutionnelles de l'EHESP en contribuant aux jurys, aux groupes de travail thématiques, aux représentations extérieures, à la consolidation de partenariats et aux relations internationales.

2) Connaissances et compétences requises

Titulaire d'un doctorat en sciences sociales (droit, sociologie, sciences politiques...), le candidat devra également justifier d'une expérience pédagogique convaincante et d'une bonne connaissance des institutions du secteur social. Le candidat devra faire preuve d'un intérêt pour le travail de recherche (une liste de quelques publications significatives serait appréciée), disposer de bonnes aptitudes relationnelles et manifester un goût pour le travail en équipe. La connaissance de l'anglais et/ou d'une autre langue étrangère est vivement souhaitée.

3) Renseignements

Poste : vacant, à Paris avec de très nombreux déplacements à Rennes.

Département d'enseignement : Département des sciences humaines et sociales et des comportements de santé (SHSC).

Lieu d'exercice : EHESP – MSSH, rue de Tolbiac, Paris

Equipe pédagogique et de recherche : 30 enseignants-chercheurs, 15 ingénieurs d'études et ingénieurs de recherche, 10 assistants pédagogiques et administratifs

Nom du directeur de département : Jean-Marie ANDRE / Téléphone : 02.99.02.28.36

Email directeur du département : jean-marie.andre@ehesp.fr

URL du département :

<http://www.ehesp.fr/recherche/departements/departement-sciences-humaines-sociales-comportements-sante/>

Rémunération : rémunération basée sur les grilles des Professeurs de l'EHESP. Recrutement direct ou par détachement sur la base d'un contrat de droit public à durée déterminée de trois ans renouvelable.

Les candidatures doivent être envoyées au plus tard le 15 septembre 2014 par mail ou par courrier à l'adresse suivante : ehesp-307046@cvmil.com

Direction des ressources humaines. Avenue du Prof. Léon Bernard -CS 74312/ 35043 RENNES CEDEX

Renseignements administratifs :

Madame Marine HAMELIN, Direction des ressources humaines

Tél. : 02.99.02.25 44 - fax : 02 99 02 26 42 / marine.coum@ehesp.fr

Contenu du poste :

Monsieur Jean-Marie ANDRE, Directeur du département SHSC

Tél. : 02.99.02.28.36 / jean-marie.andre@ehesp.fr

Pour télécharger l'appel à candidatures au format PDF :

<http://www.ehesp.fr/wp-content/uploads/2009/05/FDP-Prof-en-politiques-du-handicap.pdf>

[Retour au sommaire](#)

Contrats doctoraux

« Sciences humaines et sociales, épidémiologie, santé publique et cancer »

L'Institut national du cancer (INCa), en partenariat avec l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) ainsi que l'École des hautes études en santé publique (EHESP) et le réseau doctoral en santé publique animé par l'EHESP, lance un appel à candidature pour des subventions doctorales, afin de promouvoir des recherches en sciences humaines et sociales (SHS qui englobent l'économie, la psychologie, la sociologie, la philosophie, les sciences politiques, le droit, la géographie, l'éthique, la communication, la gestion, le management ...), en épidémiologie (E) et santé publique (SP) dans le domaine de la lutte contre le cancer. Les projets proposés dans le cadre de cet appel pourront relever de toutes les disciplines des sciences humaines et sociales, de l'épidémiologie et de la santé publique et porter sur l'ensemble des enjeux attachés à la cancérologie. Cet appel est ouvert aux étudiants titulaires d'un master 2 en SHS-E-SP et à l'ensemble des écoles doctorales de sciences humaines et sociales et de santé publique des établissements d'enseignement supérieur en France.

Les projets proposés dans le cadre de cet appel pourront relever de toutes les disciplines des sciences humaines et sociales, de l'épidémiologie et de la santé publique et porter sur l'ensemble des enjeux attachés à la cancérologie.

A titre indicatif et sans que cette liste constitue une limitation aux thèmes susceptibles d'être pris en compte, ils pourront concerner :

- les dynamiques de recherche et d'innovation ; la production des savoirs sur le cancer et ses divers registres
- les trajectoires de soin des patients ; les modalités, individuelles et collectives, de prise en charge - des pratiques de prévention aux interventions cliniques, thérapeutiques et palliatives - et leurs liens aux innovations thérapeutiques (thérapies ciblées, par ex.)
- les dispositifs organisationnels/institutionnels et les relations entre les divers acteurs de la cancérologie, y compris l'histoire des politiques de lutte contre ces maladies
- les questions du care et des frontières du travail médical et professionnel
- les inégalités d'incidence, de prise en charge et/ou de mortalité, leurs variations dans le temps et l'espace
- les relations entre cancer, travail et environnement
- les rapports de genre et les parcours de vie

Critères d'éligibilité et de sélection

Cet appel est ouvert aux étudiants titulaires d'un master2 en SHS-E-SP et à l'ensemble des Ecoles doctorales de sciences humaines et sociales et de santé publique des établissements d'enseignement supérieur en France :

- ils devront être inscrits en 1ère ou en 2ème année de doctorat à la rentrée universitaire 2014-2015
- les candidats inscrits en master 2 doivent avoir soutenu avant le 15 septembre et fournir jusqu'à cette date une attestation de soutenance
- les candidats âgés de plus de 30 ans doivent être en mesure de justifier de leur parcours professionnel antérieur

Sont exclus les candidats déjà titulaires d'un doctorat ou étant déjà inscrits en doctorat sur un autre thème.

[Retour au sommaire](#)

Les projets doctoraux devront :

- détailler les activités antérieures des candidat/e/s
- présenter les thèmes, approches méthodologiques ou terrains de recherche retenus
- inclure un calendrier prévisionnel de la recherche
- un courrier d'engagement du directeur de thèse
- une bibliographie

Les projets seront expertisés en fonction de l'intérêt scientifique et de leur caractère innovant, de la qualité de l'approche et de la méthodologie (choix des terrains et archives, données disponibles), de l'adéquation du calendrier à la durée du contrat (3 ans), du profil du candidat et de celui de l'encadrant (Cf. dossier de candidature).

Modalités de soumission

Avant minuit le 4 septembre 2014

Les dossiers devront être soumis électroniquement **ET** en version papier à : appel-inca-ehess@ehess.fr
Soumission des dossiers papier (1 original et 3 copies) par envoi recommandé avec accusé de réception, cachet de la poste faisant foi, à adresser à :
EHESS - Direction du développement de la recherche- 190-198 Avenue de France 75013 Paris

Des auditions auront lieu au mois de septembre

Rémunération

Le salaire mensuel d'un doctorant, selon le tarif légal en vigueur :

- sans missions d'enseignement : 1 684,93 €
- avec missions d'enseignement : 2 024,70 €

Pour plus d'informations sur l'appel à candidature et le dossier de candidature :

<http://www.ehess.fr/fr/recherche/appels-a-projets/partenariats/> ou
<http://www.ehess.fr/formation/formations-diplomantes/reseau-doctoral/#these>

[Retour au sommaire](#)

Jeunes chercheurs : Appel à candidatures prix et bourses doctorales 2014 **Caisse Nationale des Allocations Familiales**

La Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) propose deux bourses doctorales et deux prix du meilleur mémoire de master recherche dans des champs disciplinaires très divers : sociologie, anthropologie, droit, science politique, sciences de gestion, sciences économiques. Les projets de thèse et les mémoires doivent s'inscrire dans le cadre général des missions de la branche Famille :

- les évolutions des structures familiales
- l'analyse des prestations et des politiques familiales
- l'étude des problèmes sociaux en lien avec la famille

La Cnaf soutient des projets originaux sur les thèmes suivants :

- en direction des familles et de leurs enfants : conciliation vie familiale/vie professionnelle, compensation financière des charges de familles, accompagnement des familles dans leur fonction parentale et éducative, soutien des familles vulnérables, relations intergénérationnelles
- dans le domaine du logement : accès et maintien dans le logement, contribution à l'amélioration du cadre de vie et à la lutte contre les logements indécents
- dans les domaines de la solidarité et de l'insertion : handicap, précarité, minima sociaux et accompagnement du retour à l'emploi
- dans le domaine de la gouvernance et gestion interne de la branche Famille : gestion des ressources humaines, performance de gestion et outils, système d'information

Financement

- montant de chaque bourse doctorale : 15 000 euros par an
- montant des prix : 7 000 euros pour le premier et 5 000 euros pour le second

Qui peut présenter sa candidature ?

Les étudiants inscrits dans une université française dans des cursus en sciences humaines et sociales, en économie, en gestion ou en droit. Pour les bourses doctorales, les étudiants doivent être titulaires d'un Master 2 recherche et s'inscrire en 1ère ou 2ème année de thèse à la rentrée universitaire 2014–2015.

Pour les prix, les étudiants doivent avoir rédigé leur mémoire de master recherche au cours de l'année universitaire 2013–2014. Il est possible de soumettre à la fois un dossier de candidature pour le prix et pour la bourse. Toutes les pièces du dossier doivent être rédigées en français.

Le jury se réunira le 12 novembre 2014. Il sera composé d'universitaires issus des différentes disciplines et d'administrateurs de la Caisse nationale des allocations familiales

Date limite de remise des dossiers
Envoi postal : 15 septembre 2014
Par mail : 15 septembre avant 19 h 00
jeunes.chercheurs@cnaf.fr

Pour plus d'informations sur les modalités et le règlement intérieur :
<https://www.caf.fr/etudes-et-statistiques/jeunes-chercheurs>

[Retour au sommaire](#)

Bourses Doctorales 2014 : Appel à candidatures Fondation Médéric Alzheimer

La Fondation Médéric Alzheimer attribue en 2014 quatre bourses doctorales d'un montant de 10 000 € chacune. Ces bourses, renouvelables une fois, sont ouvertes aux doctorants en sciences humaines et sociales (psychologie, sociologie, économie, droit, anthropologie, démographie, philosophie, sciences du langage, sciences politiques, sciences de l'éducation, sciences infirmières...) ou en santé publique et dont les travaux portent sur :

- les enjeux de société induits par la maladie d'Alzheimer et les maladies apparentées
- l'amélioration de la qualité de vie des personnes malades et de leurs aidants familiaux, bénévoles ou professionnels.

L'une des quatre bourses doctorales pourra être attribuée à un travail portant sur d'autres maladies présentant dans leur évolution des troubles chroniques des fonctions supérieures, notamment cognitives, sources d'incapacités (maladie de Parkinson, sclérose en plaques, maladie de Huntington, maladie cérébro-vasculaire...).

Date limite de retour des dossiers : 8 septembre 2014

Pour des informations complémentaires : kasprzak@med-alz.org

Conditions de participation et dossier de candidature:

<http://www.fondation-mederic-alzheimer.org/Nos-Actions/Soutien-a-la-recherche/Bourses-doctorales-2014>

Envoi des dossiers : Fondation Médéric Alzheimer, Pôle études, 30 rue de Prony, 75017 Paris

[Retour au sommaire](#)

« Vie sociale et citoyenneté des personnes handicapées » : Appels à projets 2014 Fondation de France

Ambitieuse, la loi du 11 février 2005 engage les pouvoirs publics à prendre les mesures nécessaires pour garantir aux personnes handicapées, quels que soient leur âge, la nature et l'origine de leur handicap, leur participation à la vie sociale. Même si des progrès sensibles ont été réalisés, il n'en reste pas moins nécessaire de poursuivre dans cette voie, de sorte que la cité soit ouverte à tous. Si la citoyenneté des personnes handicapées est largement soutenue par les dispositifs légaux, force est de constater qu'en pratique, leur place comme personne à part entière doit encore être confortée. Par exemple, leur participation directe aux projets qui les concernent, leur implication dans la vie associative ou la reconnaissance de l'expression de leur sexualité posent encore des difficultés.

Objectif

Pour accompagner le changement de modèle d'intégration des personnes handicapées porté par le nouveau cadre légal, la Fondation de France entend influencer positivement le regard de la société et agir en faveur de l'égalité des droits entre personnes handicapées et personnes valides.

Cet appel à projets soutient deux axes de travail :

Axe 1 - Accès de tous à tout : Il s'agit d'encourager, dans un souci de non discrimination, la participation de tous les habitants, à l'ensemble des services de la cité. Tous les domaines peuvent être pris en considération identifiés : la santé, le logement, l'éducation, l'emploi, l'accessibilité, les activités de loisirs ou sportives, la culture...

Axe 2 - Vie affective, sexuelle et parentalité : L'expression de la sexualité des personnes handicapées est une composante essentielle de leur citoyenneté. La sexualité n'est pas limitée à la génitalité. Elle englobe d'autres dimensions comme le renforcement des liens sociaux, l'estime de soi, l'affectivité, le rapport au corps, la parentalité qui doivent être intégrées dans une démarche plus large de parcours de citoyenneté s'appuyant sur le principe d'autodétermination

Qui peut répondre ?

Vous pouvez participer si vous êtes un organisme à but non lucratif : association (centre social, maison de quartier...), collectif d'usagers, établissement médico-social, établissement public, coopérative, office HLM, collectivité locale ou territoriale.

Critères de sélection

1. Les initiatives sont portées par le secteur associatif, les services publics, ou émanent d'une coopération entre le milieu dit ordinaire et le secteur spécialisé (médico-social, sanitaire). Elles s'appuient sur des partenariats permettant de travailler en complémentarité, ou sur une mutualisation de moyens ; 2. Les projets s'appuient sur un diagnostic du contexte local (besoins et attentes) ; 3. Les personnes concernées sont impliquées dans la conception, la mise en œuvre du projet, ils sont considérés comme des individus à part entière, membres d'une communauté ; 4. L'accessibilité du service a été pensée en termes de coût, de territoire, de modalités de fonctionnement ; 5. Le projet s'inscrit dans la durée ; 6. La pertinence et la cohérence des critères d'évaluation du projet.

Prochaines dates de réception des dossiers : 4 septembre, 26 octobre 2014

Pour plus d'informations sur les modalités de soumissions et de financements :

<http://www.fondationdefrance.org/Nos-Aides/Vous-etes-un-organisme/Solidarite-avec-les-personnes-vulnerables/En-France/Personnes-handicapees>

[Retour au sommaire](#)

Appel à communications
« Colloque international et pluridisciplinaire : Vieillesse(s) : entre sciences et politiques »

du 12 au 13 mars 2015, Luxembourg

Les propositions de communication pourront être rédigées en français, anglais ou allemand. La taille des résumés devra être de 1000 mots maximum. Ils devront présenter clairement les méthodes et cadres théoriques sur lesquels ils s'appuient.

Les propositions seront examinées par le comité scientifique du colloque. Les auteurs qui verront leur proposition retenue enverront un texte de maximum 30.000 signes (espaces compris) au coordinateur du colloque. Ce texte servira de base pour l'animation des débats par les présidents de séance.

Une sélection des meilleures communications sera publiée.

Date limite de soumission des propositions : **31 juillet 2014**
Réponse du comité scientifique aux auteurs : **15 septembre 2014**

Depuis la moitié du XXe siècle, dans les pays industrialisés, le vieillissement des populations est progressivement devenu une question cruciale, soutenue par l'évolution des pyramides des âges, une « démographie alarmiste » (Katz, 1992) et l'inquiétude d'un « déclin » des populations. Ces questions représentent aujourd'hui des enjeux majeurs tant d'un point de vue politique que scientifique. Historiens, politistes, juristes, sociologues, psychologues, gérontologues, anthropologues, géographes ou autres disciplines participant des Sciences Humaines et Sociales, sont conviés à développer des approches locales aussi bien qu'internationales et comparatives sur les questions liées au vieillissement.

Axes thématiques

Historiens, politistes, juristes, sociologues, psychologues, gérontologues, anthropologues, géographes ou autres disciplines participant des Sciences Humaines et Sociales, sont conviés à développer des approches locales aussi bien qu'internationales et comparatives sur les questions liées au vieillissement, dans l'une des trois thématiques suivantes :

Thème 1 : Processus de construction

La première thématique vise à retracer les généalogies des connaissances et des politiques du vieillissement. Quels savoirs méritent-ils d'être développés, investigués et/ou financés ? À quelles époques émergent-ils, mutent-ils, et éventuellement entrent-ils en concurrence ? Peut-on identifier des controverses à l'origine de ces rapports entre sciences et politiques ? Sont-elles toujours d'actualité ? Derrière les rapports entre sciences et politiques, peut-on mettre en avant des luttes sociales ou individuelles ? Quel rôle – ou absence de rôle – les premiers concernés ont-ils occupé dans ces processus ? Cette thématique invite plus particulièrement les regards historiques et socio-historiques sur le vieillissement.

Thème 2 : Rôle des sciences sociales

Cette thématique invite les recherches « réflexives » (ou « critiques » au sens de la « gérontologie critique » telle que proposée par Moody, 1993) des sciences sociales en général. Quels effets la délimitation de savoirs autour des personnes âgées a-t-elle/peut-elle/pourra-t-elle avoir sur son objet ? Comment sciences et politiques s'influencent-elles mutuellement ? Comment sciences et politiques publiques cadrent-elle ou catégorisent-elles les questions de l'âge ? Les frontières qu'elles dessinent autour des personnes âgées sont-elles similaires ? Comment les (re)définissent-elles ?

Thème 3 – Spécialisation, formation, professionnalisation

[Retour au sommaire](#)

Thème 3 : Professionnels et emplois liés à la gestion publique (et privée) du vieillissement

Spécialisation des parcours professionnels, extension vers des champs existants comme le travail social ou les soins infirmiers, développement de compétences rapportées à la spécificité des personnes âgées, réflexion sur les démarches interdisciplinaires (gestionnaire de cas, etc.), etc. Quels enjeux contemporains traversent les pratiques produites par les politiques publiques liées au vieillissement ? Quels espaces et quelles pratiques professionnelles se dessinent quand le vieillissement est envisagé comme un « problème social » ou, à l'inverse, quand il est pensé comme « opportunité » à partir de notions comme celles du « vieillissement actif » ou du « bien vieillir » ? Quelles solutions sont envisagées pour quelles formulations des problèmes ? Comment se fonde l'expertise des professionnels ? À quels problèmes sont-ils confrontés ? Quels problèmes posent-ils eux-mêmes ? Si la culture de l'évaluation des pratiques professionnelles semble aujourd'hui transversale, quelles en sont les éventuelles spécificités quand elles concernent des domaines de l'action liés au vieillissement ?

Bibliographie

- Achenbaum W.A., (1995), « Crossing frontiers: Gerontology emerges as a science »
New York, CUP
- Bernstein B., (2007). « Pédagogie, contrôle symbolique et identité. Théorie, recherche, critique »
Laval, Presses de l'Université de Laval.
- Caradec V., (2004), « Sociologie de la vieillesse et du vieillissement »
Paris, Armand Collin, 2^e éd
- Feller E., (2005), « Histoire de la vieillesse en France 1900-1960. Du vieillard au retraité »
Paris, Éditions Seli Arslan
- Foucault M., (1976), « Histoire de la sexualité I. La volonté de savoir ». Paris, Gallimard
- Foucault M., (1975), « Surveiller et punir. Naissance de la prison ». Paris, Gallimard
- Frinault T., (2005), « La dépendance ou la consécration française d'une approche ségrégative du handicap », Politix, 2005/4 n° 72, p. 11-31. DOI :10.3917/pox.072.0011
- Grootz T., (2009), « Alterssicherung im europäischen Wohlfahrtsstaat. Etappen ihrer Entwicklung im 20 ». Jahrhundert Frankfurt am Main, Campus
- Goffman E., (1968), « Asiles. Etude sur la condition sociale des malades mentaux »
Paris, Minuit [1961]
- Henrard J.-C., Ancri J., (2003), « Vieillesse - grand âge et santé publique »
Rennes, Presses de l'ENSP
- Katz S., (1992), « Alarmist Demography: Power, Knowledge, and the Elderly Population »
Journal of aging studies, 1992/3, n° 6, p. 203-225
- Kohli M., (1986), « The world we forgot: A historical review of the life course », in V. W. Marshall (ed.),
Later life: The social psychology of ageing, Beverly Hills, CA, Sage, p. 271-303
- Leborgne-Uguen F., Pennec S., (2012), « Réflexions à partir d'une expérience universitaire de formations en sciences sociales dans le domaine du vieillissement »
Gérontologie et société 2012/3 n° 142
- Lhuillier J.-M., (2009), « Le droit des usagers dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux ». 4^e éd. Presses de l'EHESP, [2004].
- Loffeier I., (2013), « Prise en charge des vieillissements. Le cas d'une EHPAD privé comme entité collective ». PhD thesis, Aix-Marseille-Université

[Retour au sommaire](#)

- Moody H.R., (1993), « Overview: What is Critical Gerontology and Why is It Important? », in: Cole T., Achenbaum W., Jakobi P., Kastenbaum R. (eds.), « Voices and Visions of Aging: Toward a Critical Gerontology ». New York: Springer, xv–xli
- Moulaert T., (2012), « Pourquoi les francophones préfèrent-ils la sociologie du vieillissement à la gérontologie critique ? », Gérontologie et société, n° 142, p. 81-99
- Thomas H., (2005), « Le “métier” de vieillard. Institutionnalisation de la dépendance et processus de désindividualisation dans la grande vieillesse », Politix, 2005/4 n° 72, p. 33-55
- Thomas H., (2007), « La promotion de la citoyenneté sociale et politique dans le grand âge à l'ère de la protection rapprochée », Gérontologie et société 2007/1 n° 120, p. 99-114
- Thomas H., (2009), « Policer le grand âge pour conjurer le péril vieux », Mouvements, 2009/3 n° 59, p. 55-66

Comité Scientifique

Professor Dieter Ferring, Head of the Research Unit INSIDE, University of Luxembourg

Dr Martine Hoffmann, Head of Research at RBS-Center für Altersfragen, Luxembourg

Lucie Lechevalier-Hurard, PhD student, IRIS-Université Paris XIII, France

Dr Iris Loffeier, Post-doctoral researcher, IPSE, University of Luxembourg

Professor Benoît Majerus, Assistant Professor, Research Unit IPSE, University of Luxembourg

Dr Thibault Moulaert, researcher at REIACTIS (France) and associate researcher at the Université Catholique de Louvain and the Université de Liège, Belgium

Dr Isabelle Tournier, Post-doctoral researcher, INSIDE, University of Luxembourg

Comité d'organisation

Dr Iris Loffeier, post-doctoral researcher, IPSE, University of Luxembourg

Sophie Richelle, PhD candidate, IPSE, University of Luxembourg

Johanna Tietje, PhD candidate, IPSE, University of Luxembourg

Manon Pinatel, PhD candidate, IPSE, University of Luxembourg

Contact : Framag.conference@uni.lu

Pour plus d'informations : <http://www.afs-socio.fr/node/2956>

[Retour au sommaire](#)



« Technologies appliquées au handicap : de la compensation à la participation »

Journée scientifique

Vendredi 26 septembre 2014

Amphithéâtre CNRS rue Michel-Ange, 75016 Paris

Organisée par l'IFR Handicap Paris en collaboration avec le CNRS (DVS déficience de Pascal Sommer)

Sous la présidence de **Madame Ségolène Neuville**, secrétaire d'Etat chargée des Personnes handicapées et de la Lutte contre l'Exclusion, sous réserve

Les technologies ont d'abord été envisagées comme des moyens de compensation d'un organe ou d'une fonction perdue : ce remplacement fonctionnel concerne aujourd'hui de nombreuses « ressources » comme l'intégration corporelle de l'objet technique, que ce soit la prothèse, l'implant cochléaire ou rétinien, et le bras ou le pied artificiel. L'évolution des outils utilisés (lunettes, prothèses auditives, interfaces tactile et olfactive) en est la traduction, avec l'apparition de suppléances de plus en plus personnalisées et adaptées aux déficiences. Mais l'ouverture de la « plasticité » et la généralisation des technologies numériques révolutionnent aujourd'hui également la restitution fonctionnelle des habiletés quotidiennes et la réadaptation. Elles permettent d'envisager le maintien ou le retour à l'autonomie par la mobilisation de nouvelles ressources d'un nombre croissant de personnes touchées par des maladies chroniques ou invalidantes, du nouveau-né jusqu'à la fragilité liée au très grand âge. Les technologies impactent également notre représentation sociétale, la communication avec autrui et avec la société, et prennent place dans les outils favorisant la participation. La généralisation de leur utilisation nous amène à nous interroger sur les conditions de leur accessibilité.

Comité d'organisation

Pierre-Alain Joseph (IFRH) ; Evelyne Klinger (IFRH) ; Isabelle Lafont (IFRH) ; Philippe Pudlo (IFRH) ; Jean-François Ravaud (IFRH) ; Olivier Rémy-Néris (IFRH) ; Wade Bakouche (IFRH) ; Pascal Sommer (CNRS) ; Jean-Louis Vercher (CNRS)

Programme

Accueil - 8h30-9h45

Ségolène Neuville, Secrétaire d'état (A confirmer)

Propos introductif

Pierre-Alain Joseph, Responsable d'axe IFRH

Pascal Sommer, Coordinateur DEFISENS CNRS

Déficiences sensorielles et motrices et suppléances personnalisées - 9h45-10h45

Président : Olivier Rémy-Néris

- Les prothèses rétiniennes : Conception et validation par enregistrement sur matrice de multi-électrodes. Serge Picaud, Institut de la vision
- Déficience perceptive et suppléance multimodale. Fabrice Sarlegna, Malika Auvray, Institut des Sciences du Mouvement
- Prothèses myoélectriques aujourd'hui et demain : quel progrès pouvons-nous attendre ? Jozina de Graaf, Institut des Sciences du Mouvement

[Retour au sommaire](#)

Technologies et restitution fonctionnelle des habiletés de la vie quotidienne : 11h15-12h15

Président : Isabelle Laffont

- L'association APPROCHE: un réseau favorisant la prise en considération du point de vue des usagers. L'exemple d'un projet collaboratif, ROBO-K
Pauline Coignart, Nathalie Pichot, Centre Mutualiste de Kerpape
- Expérience et perspectives de l'outil AGATHE
Evelyne Klinger, ESIEA ; Gilles Michel, DLRS
- Le Centre EuroMov à l'interface des sciences de la Santé et des sciences de l'information : perspectives des Interfaces Cerveau Machine passive et active
Stéphane Perrey, Université de Montpellier I

Des outils innovants à l'usager : 13h30-15h45

Président : Wade Bakouche

- Le Forum des Living Labs Santé Autonomie instrument d'innovation et de démocratie sanitaire.
Robert Picard, Référent Santé du Conseil Général de l'Economie
Antoine Vial, Expert en Santé publique, co-fondateurs du Forum
- E-Nomad kit de motorisation pour fauteuil roulant manuel 4 en 1
Sami Mohammad, Valenciennes
- Du laboratoire à la commercialisation : De la nécessité d'un parcours strict et achevé.
Pierre Lemire, MEDIMEX
- Haute technologie et/ou réponses à des besoins quotidiens : deux exemples de tentatives d'industrialisation de dispositifs concernant le Fauteuil Roulant Manuel.
François-Xavier Lepoutre, LAMIH Valenciennes

Technologies du handicap et Participation - 15h45-16h30

Président : Jean-François Ravaud

- Assistance à domicile et aide à la réalisation des activités quotidiennes : le projet DomAssist
Hélène Sauzéon, Charles Consel, Phoenix-Centre Inria Bordeaux-Sud-Ouest
- La réalité virtuelle dans la médiation hôpital-domicile : le cas des lombalgies chroniques
Isabelle Ville, CERMES
Evelyne Klinger, ESIEA
Serge Poireaudeau, COCHIN
- Amputation de membres et prothèses bioniques : l'expérience du SSA (Service de Santé des Armées) à l'hôpital Percy
Eric Lapeyre, David Rogez, Léo Borrini, Hôpital d'instruction des Armées de Percy

Conclusion-Table Ronde - 16h30-17h30

Perspectives et prospective pour les technologies appliquées au handicap

Pour plus d'informations :

<http://mssh.ehesp.fr/2014/07/journee-scientifique-technologies-du-handicap-de-la-compensation-a-la-participation/>

[Retour au sommaire](#)

« Prévention du handicap au travail »
3^{ème} conférence WDPI

du 29 septembre au 1er octobre 2014
Université de Toronto, Canada

Organisée par la Commission internationale de la santé au travail. Elle est destinée aux scientifiques, chercheurs et experts dans le domaine de la prévention du handicap au travail. Langue de travail en anglais.

Programme

Monday September 29

- Predictors of Work Disability (6 Oral presentations)
- Supervisors' involvement in Work Disability (6 Oral presentations)
- Clinical interventions (Topical Seminar)

Teaser Posters: RTW interventions, Determinants of RTW, Disability measurement, Workplace

- Return to work process (6 Oral presentations)
- Work disability in cancer survivors (6 Oral presentations)
- Disability prevention interventions (Topical seminar)
- Long-term work disability (6 Oral presentations)
- Healthcare providers' interventions I (6 Oral presentations)
- Work Functioning (Topical seminar)

Tuesday September 30

- Healthcare providers' interventions II (6 Oral presentations)
- Work disability in ageing workers (6 Oral presentations)
- Disability determinants (Topical Seminar)

Teaser posters: Social issues, Disability management, Mental disorders, Work capacity / ability

- Work Disability in workers with mental disorders (6 Oral presentations)
- Work Disability trajectories (6 Oral presentations)
- WDP and Musculoskeletal disorders (Topical seminar)
- Work disability in younger workers (6 Oral presentations)
- Social Interventions for work disability (6 Oral presentations)
- Workplace factors associated with WDP (Topical seminar)

Wednesday October 1

- Stakeholders' Panel
- Teaser posters: Vulnerable workers & ethical issues, Policy / theory, Varia
- Ethical issues and vulnerable workers (6 Oral presentations)
- Vulnerable workers (Topical Seminar)
- Sociopolitical issues (Topical Seminar)

Pour plus d'informations sur l'organisation et les modalités d'inscription : <http://wdpi2014.iwh.on.ca/>

[Retour au sommaire](#)

« A Home for All - Housing and Services for People with Support Needs »

International conference

du 9 au 10 octobre 2014

Oslo, Suède

Organisée par l'Association européenne des prestataires de services pour personnes en situation de handicap (EASPD) en collaboration avec le Nordic Centre for Welfare and Social Inclusion et leurs partenaires, la conférence fera le point sur les modèles actuels de bonne pratique et expériences dans le secteur du logement, et discutera des futurs obstacles et des stratégies pour que « Un domicile pour Tous » devienne une réalité dans les municipalités et les communautés locales en Europe. Langue de la conférence en anglais.

Programme

9 October 2014

Integration of housing and services for people with support needs. An emerging priority: Different perspectives of service providers in housing and support services

Introduction by the OECD (The Organisation for Economic Co-operation and Development) (TBC) and panel discussion

- Disability service providers, EASPD
- Homeless service provider, FEANTSA
- Social housing service providers, CECODHAS
- Mental health service providers, MHE

Successful examples of integrated services in housing and support services across Europe

- Good practice from the Disability field, EASPD member
- Good practice from the Homeless field, FEANTSA member
- Good practice from the Social housing field, CECODHAS member
- Good practice from the Mental health field, MHE member

10 October 2014

Research perspectives on housing and support services in Europe: Panel discussion chaired by the Nordic Centre for Welfare and Social issues

- Professor Johans Sandvin, University of Norland, Norway (TBC)
- Professor Paddy Gray, Built Environment Research Institute, Northern Ireland
- Professor Arlene Kanter, Director, Disability Law and Policy Program, Co-Director, Center on Human Policy, Law, and Disability Studies, Syracuse University College of Law, New York (TBC)
- Professor Dr. Koen Hermans, LUCAS, Centre for care research and consultancy / Policy research Centre on wellbeing, health and the family, Belgium (TBC)

[Retour au sommaire](#)

Conference Workshops – active discussion forums

- Rights-based responses to housing and support needs, Samara Jones, Housing Rights Watch
- Financial and social policy aspects of housing, Torben Andersen, University of Aarhus Denmark (TBC)
- Monitoring and evaluation of housing for persons with support needs, Maria Ventegodt Liisberg, Danish Institute for Human Rights (TBC)
- Where and how do persons with support needs live? Focus on the Nordic countries, Maarit Aalto, Nordic Centre for welfare and Social issues
- Where and how do persons with support needs live? Focus on the use of technology, PUSH Europe member
- Growing My Own Care & Support, Stephen Simpson-Housley, Nottingham Community Housing Association, UK
- Users' voice and the right to choose where to live and whom to live with, the European Network on Independent Living (ENIL)
- Leadership and management: competence and professionalism in housing services, SITRA, UK

The transition to community-based and person-centred housing and services”

Discussion chaired by PUSH Europe

- Staff competencies and training, ELOSH (European Core Learning Outcomes for Integrated Supported Housing) project team
- Ergonomics, Federation of European Ergonomics Societies (TBC)
- Person-centred support, EASPD

Policy recommendations and conclusions – round table

The deadline for registration is the 11th of September

Contact :

ahomeforall@easpd.eu.

Pour plus d'informations :

<http://www.easpd.eu/en/content/registration-next-easpd-conference-home-all-oslo-now-open>

[Retour au sommaire](#)

Documents acquis par la bibliothèque de la MSSH en mai et juin 2014

L'ensemble des documents présentés ci-dessous est consultable à la bibliothèque de la MSSH du lundi au jeudi de 13h à 18h

Ouvrages

FOND-HARMANT Laurence

Prévention et promotion de la santé mentale : Une alliance transfrontalière inconnue. 2014. L'harmattan, 236 p. et DVD

BRIOUL Michel

Chroniques médico-sociales. Accompagner au quotidien dans une institution en mutation. 2014. Presses de l'EHESP, 286 p.

DE ROBERTIS Cristina, ORSONI Marcelle, PASCAL Henri, ROMAGNAN Micheline

L'intervention sociale d'intérêt collectif. De la personne au territoire 2014. Presses de l'EHESP, 286 p.

DIEBOLT Vincent, MISSE Christophe

Comprendre la recherche clinique et l'innovation à l'hôpital : Enjeux réglementation. 2014. Dunod, 263 p.

CALLIGARO V., CARAËS MARIE-HAUDE, ECKENSCHWILLER, A., YOUNES CHRIS

A la recherche d'un monde partagé : Accessibilité et design pour tous. 2014. Presses de l'EHESP, 248 p.

YVON Dominique

À la découverte de l'autisme. Des neurosciences à la vie en société. 2014. Dunod, 271 p.

LATOURE Anne-Marie

La patageoire : Contenir et transformer les processus autistiques. 2014. Erès, 271 p.

NOEL-WINDERLING Myriam

Autisme et syndrome d'Asperger. Un autre regard sur l'humanité. 2014. Erès, 271 p.

VAGINAY Denis

Découvrir les déficiences intellectuelles. 2014. Erès, 271 p.

VAGINAY Denis

Sexualité pour les personnes handicapées. Réalité, utopie ou projet ? 2014. Chronique sociale, 352 p.

DE ROBERTIS, Cristina

L'intervention sociale d'aide à la personne : Rapport du Conseil supérieur du travail social. 2è édition. 2014. Presses de l'EHESP, 286 p.

DEGENAERS Gregory

Le travail social auprès des personnes handicapées mentales. 2013. Editions ASH, 335 p.

PIOT Maudy

La citoyenneté au féminin : Forum du 11 avril 2012, 10è anniversaire de FDFA. Congrès : Association Femmes pour le dire, femmes pour agir. 2013. L'Harmattan, 195 p.

BUNGENER Martine, DEMAGNY Lise, FAURISSON François

Associations de malades. Regards de chercheurs. Ce que des chercheurs disent des relations entre la recherche et les associations de malades et comment ils travaillent avec elles. 2014. CNRS Editions, 186p.

http://www.inserm.fr/content/download/82699/623758/file/Association_malades.pdf

[Retour au sommaire](#)

Rapports

PIVETEAU Denis

« Zéro sans solution » : Le devoir collectif de permettre un parcours de vie sans rupture, pour les personnes en situation de handicap et pour leurs proches. Juin 2014

http://www.social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport_Zero_sans_soluti_on_.pdf

Annexes

http://www.social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/Annexes_au_rapport_Zer_o_sans_solution_.pdf

ANESM

Analyse nationale du questionnaire 2013 (volet 1). Enquête nationale relative aux pratiques concourant à la Bientraitance dans les services intervenant auprès d'un public adulte à domicile. Juin 2014

http://www.anesm.sante.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport_Bientraitance_SAD_volet1_Juin2014.pdf

CNSA

Bilan d'activité des groupes d'entraide mutuelle (GEM). Année 2012. Mai 2014

http://www.cnsa.fr/IMG/pdf/Bilan_GEM_2012.pdf

ANESM

Prise en compte de la souffrance psychique de la personne âgée : Prévention, repérage, accompagnement. Mai 2014

http://www.anesm.sante.gouv.fr/IMG/pdf/ANESM_-_RBPP_Agees-Souffrance_physique_Mai_2014.pdf

Playdagogie, Sport sans frontières

Evaluation du programme Playdagogie. Etude des effets du kit handicap

<https://www.dropbox.com/s/u1e3sqv0taqiuy9/rapport%20d%27%C3%A9valuation.pdf>

ANMCGA, Les chiens guides d'aveugles

L'accès des chiens guides est obligatoire. On compte sur vous ! Enquête sur l'accessibilité des personnes déficientes visuelles et de leur chien guide. 2^e édition. Avril 2014

<http://partoutavecmonchienguide.files.wordpress.com/2014/04/dossier-enquc3aate-v5.pdf>

CREAI Aquitaine

Les besoins des jeunes adultes handicapés accueillis dans les établissements médico-sociaux pour enfants et adolescents en Aquitaine. Mars 2014

http://www.creahi-aquitaine.org/pdf/etudes/rapport_final_creton_2014_V6.pdf

BOUTRAND Monique, PRADA Daniel

Projet de loi d'orientation et de programmation pour l'adaptation de la société au vieillissement. Mars 2014

http://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2014/2014_10_projet_loi_programmation_vieillessement.pdf

Défenseur des droits

Temps de vie scolaire et périscolaire des enfants en situations de handicap. Principaux enseignements. Fév. 2014

http://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/upload/defense_des_droits_des_enfants/handicap_et_periscolaire_-_presentation_des_resultats.pdf

EYSEN Marijke, HULSTAERT Frank

Support for informal caregivers - An exploratory analysis. 2014

https://kce.fgov.be/sites/default/files/page_documents/KCE_223_support_informal_caregivers_Report.pdf

Synthèse en français :

Mesures de soutien aux aidants proches – Une analyse exploratoire

https://kce.fgov.be/sites/default/files/page_documents/KCE_223_BS_aidants_proches_Synthes_e.pdf

European Commission

Report on the implementation of the UN Convention on the Rights of Persons with Disabilities (CRPD) by the European Union. Juin 2014

http://ec.europa.eu/justice/discrimination/files/swd_2014_182_en.pdf

[Retour au sommaire](#)

Fondation des amis de l'atelier

Handicap et institution ; Vers d'autres modèles.

Actes du colloque du 30 mai 2013. 2014

<http://www.fondation-amisdelatelier.org/publications/actes-handicap-et-institutions-fondation-amis.pdf>

[Retour au sommaire](#)

Pour accéder aux numéros déjà parus, cliquer [ici](#)